

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

91/19

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK,
À LA RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DU COMMONWEALTH
SUR LE PERFECTIONNEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
POUR L'AFRIQUE DU SUD DE L'APRÈS-APARTHEID**

OTTAWA (Ontario)

Le 17 avril 1991

Je suis très heureux de vous souhaiter la bienvenue à Ottawa et, au nom du gouvernement canadien, de vous souhaiter le meilleur succès dans vos délibérations.

Il y a à peine 15 mois, j'ai prononcé une allocution, ici à Ottawa, devant une conférence semblable, qui portait sur la mise en place des instruments éducationnels nécessaires dans une nouvelle Afrique du Sud non raciste et démocratique. C'était pendant les premiers jours du printemps de Pretoria; Nelson Mandela n'avait pas encore été libéré, les partis d'opposition étaient toujours interdits, l'état d'urgence demeurait en vigueur et les piliers de l'apartheid semblaient inébranlables. Nous avons fait beaucoup de chemin depuis. Le contexte politique en Afrique du Sud s'est radicalement transformé en un an.

L'état d'esprit a changé lui aussi. Les Noirs sud-africains croient maintenant fermement que le pouvoir politique est à portée de la main et qu'ils l'acquerront sinon cette année, du moins très bientôt. Il ne s'agit pas seulement d'un rêve que leurs enfants ou leurs petits-enfants réaliseront. S'ils sont certains que leur lutte de longue date pour l'obtention de droits politiques portera bientôt ses fruits, ils s'aperçoivent que les effets économiques immédiats des changements politiques seront peut-être modestes. La communauté noire assumera rapidement son pouvoir dans tous les aspects de l'économie, du gouvernement et de la société, mais l'édification de la nouvelle Afrique du Sud s'échelonnera sur plusieurs générations. Les cicatrices laissées par 40 ans d'apartheid mettront des années à disparaître.

Négocier une nouvelle constitution sera peut-être l'aspect le plus facile des changements en Afrique du Sud. Ce qui sera difficile, ce sera de transformer la dure réalité économique et sociale, qui demeurera telle pendant quelque temps. Personne n'envierait le gouvernement qui assumera le pouvoir dans l'Afrique du Sud de l'après-apartheid. Il aura une tâche extrêmement difficile à accomplir. Comment convaincre les masses noires, qui fondent de grandes espérances sur leur liberté prochaine, qu'elles doivent continuer à faire preuve de patience? Comment faire accepter à ces gens que, dans la plupart des cas, ils continueront de vivre dans la pauvreté parce qu'ils n'ont ni les compétences ni les emplois nécessaires pour acquérir les maisons, les biens de consommation et les services sociaux qu'ils désirent?

Le poète américain Langston Hughes, champion des droits civils, a écrit :

Qu'advient-il d'un rêve qui tarde à se réaliser?
Dépérit-il telle une plante privée d'eau
Ou éclate-t-il?

Si le rêve ne peut se réaliser immédiatement, du moins doit-il commencer à prendre forme pour ne pas dépérir ni éclater.

C'est là le défi qui se pose aux autorités sud-africaines à la suite de l'accroissement des espérances nourries par la population des townships. C'est un défi dont les dirigeants de l'ANC (African National Congress), du PAC (Pan Africanist Congress), d'Inkatha et de l'actuel gouvernement sont tout à fait conscients. C'est un défi auquel sont également confrontés tous les amis de l'Afrique du Sud. Je tiens à indiquer à nos collègues sud-africains qui sont ici ce soir que les Canadiens - gens d'affaires, universitaires, membres d'organisations non gouvernementales (ONG) et de groupes professionnels - ainsi que tous les niveaux de gouvernement sont tout aussi déterminés à aider à bâtir la nouvelle Afrique du Sud qu'ils l'ont été jusqu'ici à contribuer au démantèlement de l'apartheid.

Les militants des townships nous ont dit que certains gouvernements étrangers ont été tellement éblouis par les promesses de Pretoria qu'ils ne se rendent pas compte que la situation a très peu changé au niveau des masses. Pour les Noirs des townships, sans parler de ceux des collectivités rurales, l'apartheid est toujours bien vivant. Ils continuent de se faire malmener par les forces de sécurité et par une bureaucratie blanche indifférente ou hostile. Ils se voient toujours refuser l'accès aux hôpitaux et aux établissements d'enseignement, ils reçoivent des pensions inférieures et se font intimider lorsqu'ils tentent d'utiliser les installations communautaires légalement intégrées. Ils craignent maintenant que la communauté internationale ne commence à les oublier.

Les mesures que le gouvernement sud-africain a prises ont certainement amélioré grandement sa respectabilité internationale. En quelques mois seulement, nous avons pu voir se réaliser toutes les conditions établies dans le Concept de négociation possible du Groupe de personnalités éminentes du Commonwealth et confirmées dans le Compte rendu de Pretoria. Au Canada, le Premier ministre et moi-même nous sommes réjouis du leadership et du courage politiques dont a fait preuve le Président de Klerk en annonçant ces mesures, et nous continuerons à encourager toute nouvelle initiative prise en vue de démanteler le régime d'apartheid.

À la réunion de février du Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth que j'ai présidée, nous avons unanimement reconnu que les engagements visant à abolir l'apartheid législatif représentaient des progrès substantiels. Mais nous avons aussi noté que l'acceptation de la nécessité de négociations sérieuses et valables a toujours été la condition préalable de la réalisation de progrès en Afrique du Sud. Il subsiste malheureusement d'importants obstacles au lancement de négociations officielles : ce sont notamment la libération des détenus politiques, le retour des exilés et la révision de la législation sur la sécurité. Nous avons convenu de maintenir les pressions internationales, y compris les sanctions, jusqu'à ce

qu'il y ait un changement véritable et pas seulement une promesse de changement. La Comité a conséquemment proposé une «approche progressive» des sanctions du Commonwealth, qui reconnaîtrait les grands jalons du changement politique en Afrique du Sud. De cette façon, les changements dans l'application des sanctions seront liés non pas aux déclarations d'intention, mais plutôt à l'adoption de mesures réelles et pratiques en vue de démanteler le régime d'apartheid.

Je crois que la réunion de Londres a représenté une étape importante de l'évolution de la politique du Commonwealth à l'égard de l'Afrique du Sud. Le concept de «l'approche progressive» garantit que les sanctions continuent à encourager une Afrique du Sud non raciale et à inciter toutes les parties à poursuivre leurs efforts en vue d'un règlement négocié. Le concept sera amélioré à notre réunion de juillet en Inde.

Les ministres du Commonwealth ont reconnu que les pressions, toutes nécessaires qu'elles soient, ne suffisent pas. Nous devons de plus en plus songer à l'avenir, soit dépasser l'engagement de négociations officielles pour nous intéresser à la création d'une société sans apartheid, car c'est pour atteindre cet objectif que la lutte se mène. Dans mes discussions avec d'autres leaders étrangers, j'ai été frappé par la priorité qu'ils accordent tous à l'appui relativement aux besoins de développement à long terme de l'Afrique du Sud. Car on s'entend généralement sur le fait que l'Afrique du Sud est un pays qui offre un potentiel extraordinaire, un pays qui peut immensément contribuer aux affaires africaines et mondiales. Les Sud-Africains n'ont pas à craindre d'être oubliés ou ignorés par la communauté internationale dans les années qui viennent.

L'apartheid repose sur l'exploitation économique, source de privations et de faim. Le taux de chômage est très élevé, même dans les régions urbaines, et il est catastrophique dans les zones rurales. La pauvreté, l'analphabétisme, l'inégalité sociale et la violence viendront hanter la société sud-africaine longtemps après que l'apartheid législatif aura été supprimé.

L'apartheid a coûté énormément en souffrances et en ressources humaines gaspillées. Les Sud-Africains noirs se sont généralement vu refuser la possibilité de diriger des industries et des entreprises. Les étudiants universitaires blancs sont 10 fois plus nombreux que les Noirs - soit 30 contre 3 par 1 000 habitants. Les chiffres montrent que seulement 36% des étudiants noirs ont réussi les examens d'admission à l'université en 1990, comparativement à un taux de réussite de 97% pour les étudiants blancs. Depuis 40 ans, le système d'éducation bantou prépare les Noirs à occuper des positions subalternes. La situation empire depuis 10 ans en raison de la forte croissance démographique et

du quasi-échec de l'éducation de la génération des jeunes Sud-Africains noirs qui ont suscité l'agitation populaire des années 80.

Mais, et c'est encore plus grave, bien des jeunes Sud-Africains ont perdu la grande confiance que leurs aînés mettaient dans l'éducation. Ils se verront défavorisés dans une société industrielle moderne. M^{me} Mamphela Ramphele, un distingué leader communautaire qui a visité le Canada il y a quelques semaines, a affirmé qu'une telle attitude chez les jeunes créait une «culture de victimes». Elle a mentionné que divers éléments de la société croient qu'on doit assurer leur existence du seul fait qu'ils ont été cruellement victimisés par l'apartheid. Ils n'acceptent pas encore la nécessité de s'éduquer pour se libérer, comme le leur dit Nelson Mandela. Il leur faut être reconnus et appréciés. Il leur faut de la discipline et un sens de la responsabilité. Et il leur faut les compétences absolument requises pour assumer leur juste place dans la société.

Cette semaine, vous vous attaquez à cette tâche par vos réunions sur la question cruciale du perfectionnement des ressources humaines pour l'Afrique du Sud de l'après-apartheid. Le Commonwealth a joué un rôle catalyseur dans la préparation d'une réponse internationale au défi posé par l'apartheid. Il prépare tout aussi activement le prochain chapitre de l'histoire de l'Afrique du Sud. C'est à la Réunion des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth, tenue à Canberra en 1989, que le réseau «Compétences pour l'Afrique du Sud» a été pensé; son objectif est d'assurer la liaison et la mobilisation des ONG dans l'ensemble du Commonwealth pour donner une formation et une expérience de travail aux Sud-Africains noirs.

C'est à l'occasion de la réunion d'Abudja, il y a un an, que les ministres des Affaires étrangères du Commonwealth ont confié au Groupe d'experts la mission d'examiner les besoins en perfectionnement des ressources humaines pour l'Afrique du Sud de l'après-apartheid. Votre travail est une priorité absolue pour le Commonwealth. J'ai l'impression qu'il occupera, à nouveau, une large place lors de notre prochaine réunion à Delhi et à l'occasion de la rencontre des chefs de gouvernement à Harare. Je sais que les conclusions de votre étude intéresseront non seulement le Commonwealth, mais aussi tous ceux qui se sont engagés à soutenir l'Afrique du Sud au cours des prochaines années qui seront décisives. J'espère que les discussions que vous aurez cette semaine avec les distingués experts sud-africains du secteur de l'éducation, aideront ces derniers à établir les priorités et à mobiliser les ressources requises en matière d'éducation et de formation. Mais ce qui importe, d'abord et avant tout, c'est le sentiment d'espoir que vous créez en Afrique du Sud, en assurant les Sud-africains qu'ils ne seront pas oubliés au cours de la prochaine étape cruciale de l'édification de leur nation.

En tant que Canadien, je suis particulièrement fier du rôle de premier plan joué par M. John Harker à la présidence du Groupe d'experts et par l'archevêque Ted Scott, qui était le président du réseau «Compétences pour l'Afrique du Sud». Je suis tout aussi fier des nombreuses organisations canadiennes qui ont activement participé au perfectionnement des ressources humaines en Afrique du Sud. Permettez-moi de rappeler brièvement l'aide fournie par le gouvernement canadien. En 1985, nous annonçons la première étape du Programme canadien d'éducation en Afrique du Sud. Une somme de 8,2 millions de dollars était consacrée aux quatre volets du programme : bourses d'études au pays; initiatives sur une petite échelle dans les régions, notamment l'éducation des adultes et l'enseignement innovateur; la formation syndicale; et le programme de bourses d'études et de formation au Canada. La mise en oeuvre de ce dernier programme est assurée par le Fonds spécial d'éducation en Afrique du Sud présidé par l'archevêque Scott. Au Canada, tous les paliers de gouvernement, les syndicats, le milieu des affaires, les universités et autres établissements d'enseignement ont relevé le défi et offert, par l'entremise du Fonds spécial, à des Sud-Africains défavorisés, une expérience en milieu de travail et la possibilité de poursuivre des études. L'appui accordé «en nature» et en matière de placements a eu un effet d'entraînement; de nombreux citoyens canadiens ordinaires ont participé à ces activités, ce qui a favorisé une meilleure compréhension d'autres mesures prises par le Canada et le Commonwealth, et le soutien de ces mesures. La deuxième étape de ce programme canadien d'éducation, de 14,7 millions de dollars, est présentement en cours.

Nous sommes aussi actifs dans d'autres secteurs puisque nous appuyons divers projets de développement communautaire, directement par l'entremise du Fonds canadien et par l'intermédiaire d'ONG canadiennes. Le Fonds pour la promotion du dialogue, dont le budget cette année s'établit à 2,3 millions de dollars, soutient non seulement le processus de négociation, mais une vaste gamme d'initiatives dont le but est de favoriser la réconciliation et la fin de la violence en Afrique du Sud. Nous nous sommes engagés à consacrer 5,85 millions de dollars pour faciliter le retour des exilés et réinstaller les prisonniers politiques libérés.

Nous nous sommes attaqués à cette tâche sur un vaste front et nous avons pleinement l'intention de la mener jusqu'au bout. Nous voulons consacrer notre expérience, notre appui et nos fonds à mettre fin à l'apartheid et exercer les pressions voulues pour y réussir.

Comme je l'ai laissé entendre plus tôt, l'acquisition des compétences techniques inhérentes à une économie moderne est une chose. Mais il est sans doute encore plus important d'arriver à encourager la tolérance et la coopération, attitudes

qui seront tellement nécessaires dans l'Afrique du Sud de l'après-apartheid. L'apartheid a vraiment réussi à justifier son nom. Il sépare effectivement les gens et les encourage à se craindre et à se combattre. Il faut abattre ces murs de peur et de haine. La société sud-africaine est toujours hantée par la violence, et la violence politique ne cesse de s'intensifier. Mais tout effroyable qu'elle ait été au cours des 18 derniers mois, la violence n'a pas réussi à faire échouer le processus de négociation. Les dirigeants sud-africains ont pourtant bien fait comprendre que cette violence collective, si l'on n'arrivait pas à y mettre un terme, pouvait compromettre le dialogue prometteur mais encore si précaire qui s'est engagé dans le pays.

On a mentionné diverses causes de cette violence : la rivalité entre organisations politiques, les tensions ethniques, la pauvreté et la surpopulation dans les collectivités où l'on se dispute les rares ressources, la manipulation par des éléments de l'extérieur, la soi-disant «troisième force», l'incompétence de la police, les querelles locales et les vendettas.

Tous ces éléments ont contribué à créer en Afrique du Sud ce que l'archevêque Tutu appelle une culture de la violence généralisée. Il a exhorté tous les Sud-Africains à arrêter de s'accuser mutuellement et à accepter d'assumer leur responsabilité pour mettre fin à la violence. Il leur a demandé d'instaurer une culture de tolérance politique, a enjoint les militants de jeter leurs armes et les partis politiques de discipliner leurs partisans, a plaidé pour que les chefs politiques cessent de s'entre-attaquer, et a demandé à la police de faire respecter la loi sans crainte et sans favoritisme. C'est un programme difficile, mais nous espérons qu'on en tiendra compte. En effet, si la paix ne revient pas dans les townships, le fragile vaisseau de la paix pourrait s'échouer sur les écueils destructeurs de la violence généralisée.

Il reste pourtant des raisons d'espérer. Il existe encore en Afrique du Sud une énorme bonne volonté et un ferme engagement à l'égard de la réconciliation et d'une solution pacifique au conflit. Heureusement, le pays compte bon nombre de dirigeants clairvoyants. La période qui commence mettra à l'épreuve le courage et l'imagination de tous les Sud-Africains. Toutes les parties devront faire preuve de souplesse et de patience. Le Canada fera tout en son pouvoir pour aider le peuple sud-africain à franchir cet abîme de violence et de chaos et à bâtir de solides fondations pour que règnent la liberté et la prospérité dans une nouvelle Afrique du Sud.